

Edouard PHILIPPE

Député de la Seine-Maritime
Maire du Havre

Monsieur Vincent THOMAZO
Secrétaire général
Syndicat UNSA Douanes
17 place René Cassin
73800 MONTMELIAN

LE HAVRE, le 14 janvier 2016

Monsieur le Secrétaire général,

Je tiens à vous adresser, pour votre information, le texte de la Question que je viens de poser au Premier ministre lors de la séance du 13 janvier, à l'Assemblée nationale.

L'assassinat du douanier Pascal Robinson, le 23 novembre dernier, a en effet mis en évidence les conditions, humaines et matérielles, dans lesquelles travaillent les agents des Douanes et qui ne sont à la hauteur, ni des missions dont cette administration a la charge, ni des nouveaux enjeux et des nouvelles menaces que notre pays doit affronter et qui s'appellent mondialisation des fraudes et des réseaux, contrefaçon, commerce électronique et, désormais, flux migratoires et menaces terroristes.

Quand il s'agit des métiers de la « surveillance », ces conditions peuvent avoir, hélas, des conséquences dramatiques.

C'est pourquoi, en qualité de parlementaire par ailleurs maire d'une ville portuaire qui est en première ligne de la lutte contre les trafics internationaux, j'ai voulu interroger le gouvernement afin que, d'une part : nous soient confirmées et précisées les annonces faites récemment par le Président de la République de 1000 recrutements supplémentaires dans les douanes dans les deux années à venir ; et d'autre part, les mesures qui seront prises pour améliorer les moyens et les conditions de travail des agents et leur permettre de remplir une mission essentielle à la sécurité de nos concitoyens.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Edouard PHILIPPE

Questions au Gouvernement

Séance du 13 janvier 2016

Edouard PHILIPPE
Député Les Républicains de la Seine-Maritime
Maire du Havre

Monsieur le Premier ministre,

Pascal Robinson. Havrais. Douanier. Fier de son métier. Fier de servir son pays.

Le 23 novembre dernier, en pleine intervention à Toulon, ce chef d'équipe de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières a été assassiné, d'une balle dans la tête. Il laisse une compagne, un enfant et des collègues inconsolables.

Comme d'autres dans cette assemblée, j'ai rencontré sa famille. Elle n'exprime ni colère ni désir de vengeance ; elle a confiance en la Justice. Mais elle voudrait que ce drame soit l'occasion d'une prise de conscience nationale :

En vingt ans, les missions de la Douane se sont considérablement alourdies : mondialisation des fraudes et des réseaux, contrefaçon, commerce électronique, trafic d'armes et de stupéfiants et, désormais, flux migratoires et menaces terroristes.

Ce sont des missions à risques.

Or les moyens attribués ne sont pas, ne sont plus, à la hauteur. Et depuis longtemps.

Pascal Robinson devait bricoler lui-même un bélier en prévision d'une intervention ! Des agents doivent équiper à leurs frais leurs véhicules ou s'acheter des gilets pare-balles lourds qui ne sont pas en dotation administrative ! Tous ceux qui connaissent les douanes le savent.

Monsieur le Premier ministre, le Président de la République a annoncé, devant le Congrès, la création de 1.000 emplois supplémentaires dans les douanes dans les deux années à venir. Cette annonce n'est pas totalement dénuée de flou. En effet, le 2 décembre dernier, le secrétaire d'État au Budget a annoncé la création de 500 postes seulement, laissant entendre que le solde résulterait de la « non suppression » de postes initialement appelés à être supprimés.

Ma question est simple, Monsieur le Premier ministre : les 1000 postes en question seront-ils effectivement créés ? Et qu'allez-vous faire, au-delà des projets stratégiques en cours, pour permettre aux agents des Douanes de mener à bien la mission difficile et essentielle qui leur est confiée ?

J'ai conscience Monsieur le Premier Ministre, que cette question est sans doute moins spectaculaire et moins médiatique que celles qui concernent la déchéance de nationalité, mais j'ai la conviction intime qu'elle est en réalité bien plus importante pour nos concitoyens et pour leur sécurité ! Merci d'éclairer les Français sur la réalité de votre action.